



## Études et rapports publiés en janvier 2018

### **Pauvreté**

#### [Prévention et lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes](#)

Dans le cadre de la concertation sur la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, Agnès Buzyn ministre des Solidarités et de la Santé et Olivier Noblecourt délégué interministériel ont confié à Joëlle Martiniaux, présidente de L'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (UNCCAS) la co-présidence d'un groupe de travail visant à piloter *la lutte contre la pauvreté à partir des territoires*. Les travaux du groupe de travail ont débuté le 11 janvier. Un rapport de synthèse sera remis par chaque groupe à la mi-mars 2018.

UNCCAS. Travaux groupe de travail, 11/01/ 2018

#### [Le petit livre pour parler des sans-abri : devenir solidaire](#)

Rédigé par le docteur Xavier Emmanuelli, fondateur du Samu social, Sophie Bordet-Pétillon journaliste et illustré par Rémi Saillard, ce petit livre citoyen est essentiel. En collaboration avec des élèves de primaire, les questions retenues dans l'ouvrage abordent, l'exclusion, la pauvreté, la précarité.

X.Emmanuelli, S. Bordet-Pétillon, R. Saillard. Ouvrage, 01/2018

### **Politiques publiques**

#### [L'accès aux droits sociaux en Seine-Saint-Denis](#)

Quelles prestations pour quels publics, dans un département dont une forte proportion de la population connaît des difficultés socio-économiques importantes ? Comment améliorer la mise en œuvre des politiques publiques ? Cette étude sur l'évolution du recours aux droits sociaux dans le département, publiée par l'Observatoire départemental des Données Sociales (ODDS), recense les démarches et actions mises en œuvre par les différents acteurs pour lutter contre le non-recours et le maillage territorial des lieux physiques concourant à l'accès aux droits.

ODDS. Étude, 18/01/2018

### **Minima sociaux**

#### [Faible hausse des dépenses d'aide sociale départementale en 2016](#)

En 2016, les dépenses totales nettes d'aide sociale des conseils départementaux s'élèvent à 36,9 milliards d'euros, soit une hausse de 1,3 % en euros par rapport à 2015. 11,6 milliards d'euros sont consacrés aux dépenses nettes liées au revenu de solidarité active (RSA). Les dépenses nettes d'aide sociale destinées aux personnes handicapées en représentent 22 % (7,5 milliards d'euros). Elles sont en hausse de 3,3 % entre 2015 et 2016.

Cheikh Tidiane Diallo. [DREES](#), Études et Résultats n°1049 - 01/2018

## **Droits fondamentaux**

### **Logement**

#### [L'État du mal-logement en France 2018](#)

4 millions de personnes restent mal logées ou privées de domicile, 12 millions voient leur situation fragilisée par la crise du logement. La 23e édition du rapport annuel sur *L'État du mal-logement* de la Fondation Abbé Pierre met l'accent sur une des formes de mal-logement les plus difficiles à vivre : le surpeuplement. Creuset des fractures géographiques, sociales et générationnelles, le surpeuplement remet en cause des projets de vie et a d'importantes conséquences sur la santé.

Fondation Abbé Pierre. Rapport 30 janvier 2018. [www.fondation-abbe-pierre.fr](http://www.fondation-abbe-pierre.fr)

### **Santé**

#### [La complémentaire santé en 2014 : 5 % de non-couverts et 12 % parmi les 20 % les plus pauvres](#)

En 2014, 95 % de personnes sont couvertes par une complémentaire santé en France, dont 7 % par la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). Le taux de 5 % personnes sans couverture est inchangé depuis 2008, malgré l'augmentation du taux de pauvreté durant cette même période, grâce au rôle joué par la CMU-C qui a absorbé un grand nombre de nouveaux précaires

Marc Perronnin (Irdes). Étude n°229 /01-2018, avec la collaboration d'Alexis Louvel (Drees), *Études et Résultats n°1048*

## **Précarité énergétique**

#### [Précarité énergétique : lancement du chèque énergie](#)

Le 5 janvier 2018, Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, a détaillé le dispositif du chèque énergie, avant sa généralisation en 2018. Consacré dans la loi de transition énergétique de 2015, le chèque énergie est proposé comme la réponse aux problèmes de précarité énergétique que connaissent un nombre croissant de Français. Le chèque énergie sera envoyé aux personnes en difficulté financière pour acquitter les dépenses de fourniture d'énergie liée au logement. Cette précarité concernerait aujourd'hui dans l'Hexagone plus de 11 millions de personnes, soit un cinquième de la population française.

Ministère de la transition écologique et solidaire. 05/01/2018

#### [Précarité énergétique étudiante 2017](#)

Lancée en octobre 2017 par l'Association Promotion et Défense des Étudiants (PDE), *l'enquête sur la précarité énergétique étudiante* est une première nationale. Être énergétiquement précaire, c'est consacrer plus de 10% de ses revenus mensuels à régler ses factures d'énergie, mais aussi ne pas être en capacité de se chauffer convenablement. Dans la population étudiante, les charges énergétiques ont plus d'impact lorsque les revenus sont faibles. C'est une précarisation supplémentaire d'une population déjà sensible.

PDE. Enquête, 01/2018

#### [La précarité énergétique, une cause nationale ?](#)

Cette première lettre d'information du Réseau des acteurs de la pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le logement (RAPPEL), a pour objectif de vulgariser le sujet pour des publics non experts, à l'aide de chiffres, décryptage d'actualités et retours d'expériences. Ce numéro revient sur les définitions, les moyens d'actions et les acteurs de la lutte contre la précarité énergétique et présente le métier d'ambassadeur de l'efficacité énergétique.

La lettre d'information du RAPPEL N°1- 24/01/2018

## **Revenu de base ou revenu universel**

### [Revenu universel : l'impossible expérimentation](#)

Même testé sur 10.000 Français, il n'est pas évident que l'expérimentation du revenu universel puisse déboucher sur des résultats concluants. L'expérimentation du revenu de base à grande échelle serait confrontée à plusieurs limites.

Guillaume Allegre. *Les échos*, article 10/01/2018

## **Dimension internationale**

### [Un revenu de base pour une société plus juste](#)

Le Gouvernement du Québec dévoile le *Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023*. Ce Plan d'action qui prévoit des investissements de près de trois milliards de dollars, a pour objectif de faire sortir 100 000 personnes de la pauvreté d'ici 2023 et pose les premiers jalons d'un revenu de base. Le plan a reçu un accueil relativement négatif des organismes de lutte contre la pauvreté.

Portail services Québec. Rapport, 24/01/ 2018

## **Numérique**

### [Accessibilité numérique et éducation inclusive](#)

Ce cycle de séminaires met en débat la notion d'accessibilité qui s'est progressivement imposée dans les discours politiques, scientifiques et juridiques au cours de ces dernières décennies.

Organisé par la Chaire accessibilité du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

CNAM. Séminaire de recherche, 25/01/ 2018

### [L'économie collaborative « porte en elle des inégalités abyssales »](#)

C'est ce que constate Monique Dagnaud, sociologue directrice de recherches au CNRS, dans son livre *Le Modèle californien. Comment l'esprit collaboratif change le monde*. Elle y a étudié ce pan de l'économie numérique et les inégalités que ces nouveaux modèles contribuent à créer. Dans cet ouvrage, elle nous invite à examiner et à mesurer aussi ce que cet esprit collaboratif peut apporter de neuf à notre pays. Une analyse du phénomène californien, jamais encore menée en France.

Jessica Gourdon. *Le Monde*, article 31/01/ 2018

## **Baromètre**

### [Baromètre social 2016 : une réalité sociale toujours préoccupante en dépit de l'amélioration des indicateurs économiques](#)

Si la situation sociale semble montrer des signes d'accalmie en 2016 (indicateurs économiques, emploi, pauvreté et précarité), la région Paca demeure la troisième région de France métropolitaine la plus touchée par le chômage et la pauvreté (17,5 % de la population régionale vit sous le seuil de pauvreté en 2014). Les indicateurs de pauvreté et de précarité en Paca se maintiennent à un niveau toujours supérieur aux moyennes métropolitaines. Le logement fait l'objet d'un éclairage particulier.

Le Dispositif régional d'observation sociale (DROS) Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca) publie son [Baromètre social 2016](#).

J. Bertrand, J-C Charles, M. Prisset. DROS-PACA 10/01/2018

## **Agenda**

### [Lancement de la consultation citoyenne sur la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes](#)

8,9 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en France. 1 enfant sur 5 est pauvre. Pour prévenir et lutter contre la pauvreté, à l'occasion de la première journée de concertation dans les territoires, Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé et Olivier Noblecourt, Délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, ont lancé une consultation publique en ligne, entre le 15 janvier et le 28 février 2018.

Ministère des Solidarités et de la santé. Dossier, communiqué de presse 15/01/2018

### [Santé : équité ou égalité ? Définir, mesurer, agir](#)

Comment assurer à toutes et tous un état de santé optimal ? Est-ce en développant des solutions d'accès aux soins ciblées envers certaines populations ? Est-ce en modifiant la répartition des ressources qui sous-tendent les inégalités sociales de santé ? Ces questions, parmi d'autres, seront au cœur du colloque organisé par l'Institut Fédératif d'Études et de Recherches Interdisciplinaires Santé Société (IFERISS).

IFERISS. Colloque du 23 au 25-05/2018, Toulouse

---

En complément de *La Lettre*, l'ONPES publie, en partenariat avec [France Stratégie](#), un recensement d'études et de rapports qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'attention des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels.

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par l'ONPES peuvent être transmis à :

[fatima.guemiah@sante.gouv.fr](mailto:fatima.guemiah@sante.gouv.fr)

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications merci de vous inscrire à :

[drees-onpes@sante.gouv.fr](mailto:drees-onpes@sante.gouv.fr)

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos productions sur le site : [www.onpes.gouv.fr](http://www.onpes.gouv.fr)

---